



**Au moins 160 détenus se sont évadés dans la nuit de samedi à dimanche à la faveur de l'attaque de leur prison dans la région anglophone du Nord-Ouest par des hommes armés, a appris l'AFP de sources officielles.**

"Plus de 160 prisonniers de la prison de Ndop (Nord-Ouest) se sont enfuis" après l'attaque du pénitencier où ils se trouvaient qui a été incendié par un groupe armé, a affirmé une source proche des autorités régionales.

L'attaque a été confirmée par la radio d'Etat CRTV. L'attaque par "un groupe d'assaillants" s'est "soldée par l'évasion de la majorité des 163 détenus" de la prison, selon la CRTV.

Le groupe était constitué d'"une cinquantaine de personnes", a déclaré à la radio William Benoît Envoutu Mbita, préfet du département du Ngoketunjia où se trouve Ndop.

Les assaillants qui "tiraient de partout", ont pu "défoncer les portes de la prison" avant de "mettre le feu à tous les bâtiments", a ajouté le préfet, précisant qu'ils avaient apporté du carburant pour provoquer l'incendie.

Les détenus "qui reviennent volontairement" seront transférés à la prison de Bamenda, le chef-lieu de la région, selon le préfet qui a ajouté que des opérations étaient en cours pour retrouver

les évadés. C'est la première fois depuis le déclenchement de la crise anglophone fin 2016 qu'un nombre aussi important de prisonniers réussissent à s'évader à la suite de l'attaque d'un établissement carcéral.

La sécurité dans les deux régions anglophones du Cameroun, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, s'est considérablement dégradée depuis fin 2017. Les combats y sont devenus quotidiens entre les forces de sécurité et des séparatistes armés réclamant la création d'un Etat anglophone indépendant.

Ce conflit armé de plus en plus violent en zone anglophone et celui contre le groupe jihadiste Boko Haram dans le nord du pays risquent de perturber le scrutin présidentiel prévu le 7 octobre. Le président Paul Biya, 85 ans dont 35 au pouvoir, est candidat à un septième mandat consécutif.

Ses partisans estiment qu'il est le mieux à même de répondre à la crise anglophone, ses opposants l'accusent d'en être responsable.

**AFP**

---